

La Norville

PCF / La Norville ----- Janvier 2018

Les communistes sont une force ancrée localement. Ce potentiel nous le mettons au service de l'action pour desserrer l'étreinte de l'austérité, reconquérir des capacités nouvelles pour les services publics et les politiques de solidarité. Nous le mettons aussi au service des norvillois pour inventer ensemble de nouvelles pratiques démocratiques et politiques qui donnent le pouvoir au peuple et lui redonne espoir.

Une nouvelle configuration politique est sortie des élections présidentielles et législatives. Depuis ces bouleversements, s'amplifie une politique libérale qui casse de manière méthodique les piliers de notre modèle social, au profit du capital financier.

Jugez plutôt !

- Nouvelle loi travail, qui va faciliter les licenciements et développer la précarité. Depuis l'introduction des ruptures conventionnelles collectives plusieurs sociétés, dont certaines en bonne santé financière, ont annoncé le lancement de cette procédure moins favorable aux employés.
- Suppression massive des cotisations sociales, une attaque inédite contre la Sécurité sociale.
- Réforme de l'assurance chômage qui vise à baisser l'indemnisation et déresponsabilise les entreprises.
- Services publics mis à mal par la baisse des budgets publics et des dotations aux collectivités.
- Projets de privatisations (aéroport, amendes de stationnement, française des jeux, ...)
- Formation professionnelle et retraites sont également dans le collimateur du gouvernement.



Les politiques actuelles ont aussi des conséquences sur notre territoire :

Baisse des dotations, marginalisation du rôle des élus locaux, communautés d'agglomération hypertrophiées, nos institutions sont en train de connaître des évolutions qui éloignent les élus des citoyens, en orientant les choix politiques autour des désirs des marchés et en réduisant les espaces d'intervention démocratique.

Les conséquences sur notre territoire sont désastreuses, parmi celles-ci :

- fermeture d'hôpitaux dans le Nord Essonne
- attaque du logement social avec le démantèlement de bailleurs sociaux tel que l'OPIEVOY qui gérait 50000 logements dont 12000 en Essonne mais aussi par l'intermédiaire de la baisse des APL
- suppression de bureaux de Poste ou réduction des prestations
- développement urbanistique non maîtrisé et réseau routier saturé, à l'exemple de la D19

Ne nous y trompons pas, il s'agit bien d'un choix politique et pas d'une fatalité économique, l'argent est là. Les cadeaux du gouvernement envers les plus fortunés et les actionnaires sont estimés à 20 milliards d'euros, dont 6 milliards pour le crédit impôt recherche (le mal nommé) et 3 milliards par la suppression de l'ISF.

Pourtant les alternatives et les initiatives constructives existent ...



Dans un contexte de financiarisation excessive, de développement de l'individualisme, où les inégalités se creusent, la résistance s'organise et les avancées existent. Les initiatives d'économie circulaire se multiplient, les réseaux de circuits courts se développent. Au niveau local la création d'une régie publique de l'eau pour la partie distribution est à saluer.



Le parti communiste français est lui aussi actif par l'intermédiaire de ces élus mais aussi de ses militants sur le terrain. Ils sont à l'initiative d'actions concrètes comme l'appel de Grigny ou les états généraux du progrès social (voir encadrés).

L'appel de Grigny !

La municipalité communiste de Grigny conduite par P. Rio accueillait les Etats Généraux de la politique de la ville (1000 personnes, 150 collectivités et une centaine d'associations). Le cri d'alarme poussé alors porte désormais un nom, l'appel de Grigny. Il demande le droit à la République pour tous, le droit à un avenir dans les quartiers populaires, le droit à construire des politiques publiques ambitieuses au service des plus fragiles, le droit aux services publics.

États généraux du progrès social

Cinq cahiers thématiques (Industrie, Services publics, Logement, Travail & emploi, Utilisation de l'argent) sont en préparation. Vous pouvez y apporter votre contribution: <http://progres-social.pcf.fr>. Il s'agit, à la fois, de prolonger les conquêtes sociales du siècle dernier, socle de notre modèle social, et de construire les nouvelles avancées sociales face aux enjeux du XXI^e siècle.

Le 3 février 2018, le PCF organise à Paris une restitution des contributions recueillies.

Pourquoi ces initiatives, du PCF, mais aussi de Génération.s, ATTAC et de la plupart des acteurs du mouvement social ne sont pas plus relayées dans les médias ?

Pour tenter de comprendre posons une autre question, qui possède les médias (et les instituts de sondage)? Martin Bouygues (TF1), Serge Dassault (Le Figaro), Vincent Bolloré (Canal+, i-Télé, D8 et Dailymotion, l'institut CSA), Arnaud Lagardère (Europe 1, Paris Match et le journal du Dimanche), Patrick Drahi (Libération, L'Express, etc.), Laurence Parisot (l'IFOP). La quasi-totalité des médias sont la propriété de quelques capitalistes très fortunés qui défendent tous une politique libérale.

Les médias indépendants comme l'Humanité, Politis ou Médiapart se comptent désormais sur les doigts d'une main : lisons-les, défendons-les, aidons-les !

En ce début d'année il reste des sujets de mobilisations, notamment pour éviter un retour de la semaine de 4 jours à l'école au nom d'arguments économiques, malgré le consensus scientifique sur son caractère préjudiciable.

Ne laissons pas le capital financier prendre le pas sur l'humain !

Rassemblons-nous :

- sur les enjeux écologiques et ceux de la paix,
- sur le combat féministe, la conquête d'une égalité pleine et entière pour les femmes,
- sur le besoin d'éducation populaire et d'émancipation notamment devant les fake-news (*selon l'IFOP, 8 français sur dix adhèrent au moins à une des « théories du complot »*).
- pour offrir à la jeunesse un autre avenir que celui de l'individualisme et de précarisation

C'est la conjugaison de tous ces mouvements, leur capacité à trouver du sens en commun qui permettra de construire une alternative aux politiques d'En marche, de LR et du FN.

Après le succès du ciné-débat autour de la révolution d'octobre, il y aura prochainement d'autres occasions de rencontrer les communistes de la Norville. Pour s'associer à notre démarche, nous aider activement ou financièrement, ou adhérer au Parti Communiste, vous pouvez également nous contacter par mail (PCF La Norville), sur internet <http://pcf-hurepoix.fr/> ou par courrier PCF Hurepoix 4, rue du Pont-Cagé 91790 Boissy-Saint-Yon (PCF Hurepoix).

Meilleurs vœux 2018